Déclaration de la FNEC FP-FO
Comité Social d'Administration Spécial Départemental de la Gironde — 19 octobre 2023

Madame la DASEN, Mesdames et Messieurs les membres du CSA SD,

Samuel Paty, il y a 3 ans, Agnès Lassalle en mars dernier, Dominique Bernard vendredi, sans compter les autres blessés graves… Des personnels qui mettent leur vie au service du droit à l'instruction des élèves sauvagement attaqués, tués (et le dernier par un ancien élève) pour avoir été enseignants.

Qui seront les prochaines victimes ?

Qu'est-ce qui a pu amener ces tueurs à un tel fanatisme… Dans le contexte de destruction des services publics, on peut légitimement s'interroger sur les défaillances de ce système éducatif dont le but principal est désormais de faire des économies maximales au lieu de prendre en charge l'instruction et l'éducation de chaque futur citoyen, de manière efficace et bienveillante.

Il est urgent que l'Etat prenne la mesure de sa responsabilité à la fois dans l'Education de la nation, mais aussi dans la protection de ses personnels. Et cette protection ne se limite pas à de beaux discours, à des protocoles de sécurité qui ne rassurent que ceux qui ne sont pas concernés, à la mise en place de patrouilles de police devant les établissements, à la rédaction de fiches SST sans autres fins que d'être lues, ou encore par la restriction des libertés individuelles, mais ça passera évidemment par des investissements massifs dans les services publics en général, et dans l'Education Nationale en particulier.

Nous nous réunissons aujourd'hui en cette rentrée 2023-2024 dans un comité social, un comité qui a vocation à administrer de manière sociale, c'est-à-dire à distribuer des moyens équitablement pour assurer le fonctionnement serein de tous les établissements scolaires.

Rentrée : postes, personnels

Où est le social, l'équitable, lorsqu'en cette rentrée 2023 des milliers de postes d'enseignants n'ont pas été encore pourvus ? Le ministre, la rectrice ont eu beau s'égosiller dans les médias pour affirmer qu'il y aurait un enseignant par discipline devant chaque classe,

le compte n'y est définitivement pas. Le résultat est flagrant : classes surchargées, postes non pourvus d'AED, d'AESH, de PSyEN, d'infirmières scolaires, d'enseignants, postes d'enseignants à cheval sur plusieurs établissements… Et dans le 1er degré, seulement deux mois après la rentrée, il n'y a plus de remplaçants disponibles dans de nombreuses circonscriptions : Blaye, Saint André de Cubzac, Sud Entre Deux Mers…

Madame la rectrice a pourtant bien tenté de combler les manques à grand renfort de contractuels formés en à peine 10 h. Mais rien n'y a fait, la réalité d'une rentrée chaotique s'est imposée. Et dans le département, les exemples d'une rentrée scolaire improvisée et sans moyens ont été nombreux, manque deux PsyEN au CIO de Pauillac, manque un enseignant-référent au collège d'Arveyres, manque un professeur d'histoire-géographie et de sciences physiques au collège de Lacanau….

D'ailleurs, comment affirmer que la rentrée peut se dérouler convenablement quand le prédécesseur de M. Attal a supprimé près de 2000 postes d'enseignants pour l'année 2022-23 ? Le budget 2024-2027, adopté au 49-3, prévoit encore des dizaines de milliards d'économie et notamment dans l'Education avec la suppression de 2500 postes supplémentaires ! Pire, le ministère a ainsi choisi de profiter délibérément et sciemment de la baisse des effectifs scolaires pour ne pas améliorer les conditions de travail des enseignants en allégeant les effectifs et donc les conditions de travail des élèves.

Pacte

Où est le social lorsque le ministre préfère nous faire travailler plus et contractualiser notre métier au travers du pacte au lieu d'augmenter de manière indiciaire et substantielle nos traitements ? Et face à une inflation moyenne de 6% pour la seule année 2023, le ministre nous annonce une aumône de 1,5% d'augmentation du point d'indice et une prime ISOE de moins de 100 euros/mois pour tous les personnels. Le pacte constituerait dès lors pour notre ministre une augmentation de salaire. D'une part, rappelons qu'une augmentation de salaire consiste à augmenter les salaires sans travailler plus ; d'autre part, contractualiser des missions de service public, et plus précisément d'enseignement, va totalement à l'encontre de l'idée de statut de fonctionnaire qui protège justement le fonctionnaire de l'arbitraire du pouvoir politique.

Parcoursup / bac

Où est le social lorsque des milliers de lycéens sont stressés par Parcoursup et parfois laissés sur le bas-côté sans place dans l'enseignement supérieur faute d'investissements conséquents dans ce même enseignement supérieur ? De plus en plus de lycéens choisissent

des écoles privées pour être certains de continuer leurs études, s'endettant auprès des banques ou devant travailler en plus de suivre leurs études. Et pour les enseignants, Parcoursup et le nouveau baccalauréat – deux réformes indubitablement liées – remettent en question l'égalité scolaire et accentuent la pression des élèves et de leurs parents, sur les enseignants, les personnels de direction, d'autant plus que désormais – nouvelle annonce tonitruante de notre ministre – les épreuves finales de spécialités, repoussées en juin ne compteront plus pour Parcoursup !

La légitimité de la notation ne cesse d'être contestée, entraînant conflits, stress et fatigue dans le corps enseignant. Je cite votre propre administration, l'IGESR, qui écrit : « *La majorité des enseignants milite pour un retour à la situation quo ante, intégrant également la suppression ou une transformation substantielle de Parcoursup* » ou encore « *Les inquiétudes, nombreuses, se sont exprimées de façon vigoureuse et répétée, de la part d'enseignants aux profils très divers, allant fréquemment jusqu'à l'expression d'une colère et d'un véritable désarroi face à des évolutions à la fois incomprises et perçues comme menaçant le sens même de leur mission d'enseignement. La défiance vis-à-vis d'une institution « qui ne nous écoute pas » est également apparue très fortement* ». Face à cette colère, que fait l'institution ?

Inclusion

Où est le social lorsque d'un trait de plume vous décidez la fermeture des établissements médico-sociaux qui seraient dissous dans les établissements scolaires, aboutissant, comme toute fusion/acquisition, à la fermeture de postes ? De quelle inclusion parle-t-on aujourd'hui ? D'une inclusion à minima avec un manque criant d'AESH, des enseignants épuisés car devant adapter leurs cours pour de multiples handicaps, de parents insatisfaits car leurs enfants ne sont pas assez accompagnés ! FO ne refuse pas l'Inclusion avec un grand I mais l'inclusion dégradée que nous subissons, sans moyens et maltraitante qui met en souffrance, personnels éducatifs, parents et enfants !

AESH/AED

Où est le social lorsqu'au cœur de votre politique d'inclusion, vous éparpillez et délégitimez les compétences des AESH en voulant fusionner (encore une fois) leur métier avec celui des AED ? Vous souhaitez l'inclusion et vous demandez à ceux qui sont au cœur du dispositif d'assurer de multiples missions au lieu de se concentrer sur l'essentiel : l'accompagnement des élèves en situation de handicap. Nous ne pouvons que douter de la sincérité de l'institution au regard de cette mutualisation des compétences désireuse surtout de faire des économies !

Harcèlement scolaire

Où est le social lorsque vous vous attelez enfin au problème du harcèlement pour en faire retomber l'entière responsabilité sur les enseignants sommés de donner des cours d'empathie alors même que pour une action efficace, il faudrait recruter massivement des médecins et psychologues scolaires, des infirmières, des assistantes sociales ? Là encore, nous doutons de la sincérité de l'institution qui s'émeut dans les médias mais préfère suivre les dictats de l'austérité budgétaire plutôt que d'aider réellement les élèves en souffrance et ainsi améliorer les conditions de travail des personnels !

« Choc des savoirs »

Enfin, où est le social lorsque vous supprimez allègrement des heures d'enseignement au profit de stages professionnels et/ou du SNU ? Vous promettez un choc des savoirs mais ce sera plutôt un choc d'ignorance pour les enfants dont les parents n'ont pas de capital culturel pour palier vos manquements ! SNU, stages professionnels de troisième et de seconde, que d'heures de cours de perdues ! La remontée du niveau scolaire s'annonce d'ores et déjà difficile avec ces réformes.

Alors, profitons de cette rentrée chaotique pour ne pas être uniquement dans le rejet intrinsèque mais pour être force de proposition pour l'École et revendiquer une école sociale qui ne laisse personne sur le bord du chemin. Voici la liste de nos revendications comme une liste à la Prévert qui – si elles étaient satisfaites – permettraient à l'Éducation Nationale de bien fonctionner et d'apporter le bien-être à tous ses acteurs :

- Abrogation de la réforme des retraites,
- Abrogation des réformes du baccalauréat et de Parcoursup pour revenir à un bac national, terminal et anonyme, premier diplôme universitaire.
- Arrêt des suppressions de postes, créations de postes nécessaires dans les écoles, les établissements et les services,
- Recrutement des personnels sur liste complémentaire dans tous les corps, mise en place de concours au niveau licence et de concours exceptionnels pour pourvoir les postes,
- Abrogation du SNU,
- Retrait de la réforme de la voie professionnelle,
- Abrogation de la loi Rilhac,
- Abandon de l'acte 2 de l'École inclusive, maintien et développement de toutes les structures et postes spécialisés,
- Un statut de fonctionnaire, un vrai salaire pour les AESH et les AED et l'abandon des PIAL,
- Arrêt de l'évaluation permanente, arrêt des évaluations d'écoles et d'établissements,
- Non aux formations imposées ou pendant les vacances ; droit à la formation choisie,
- Arrêt du Pacte et des expérimentations CNR « l'École, faisons-la ensemble ».

Pour finir, nous souhaiterions remercier les personnels de la DSDEN pour l'envoi et la qualité des documents de travail. Nous savons que cette rentrée n'est pas de tout repos pour les personnels administratifs, eux aussi en souffrance devant le manque de plus en plus criant de moyens à tous les niveaux. Nous vous remercions pour votre écoute.

Cindy Garcia, Christophe Grimaux, Delphine Marin,
Delphine Paillé, Camille Tastet et Frédéric Abramson
pour la FNEC FP-FO de la Gironde